

Notre université travaille dans un contexte d'internationalisation de plus en plus fort. Les choix que nous devons faire collectivement, en matière de relations internationales, sont cruciaux pour notre devenir à tou.tes : celui de nos étudiant.es, à qui nous devons offrir des opportunités de plus en plus nombreuses, et de mieux en mieux structurées, pour inscrire leur formation dans un cadre international ; celui des étudiant.es que nous accueillons, dans le souci non pas seulement de maintenir nos relations de réciprocité avec nos universités partenaires, mais aussi dans la perspective de l'internationalisation et de la diversité de notre propre corps étudiant ; celui de nos enseignant.es et de nos enseignant.es-chercheur.es, pour qui l'expérience d'une activité à l'étranger est source d'enrichissement personnel dont bénéficient directement nos propres étudiant.es ; celui de notre personnel administratif, à qui nous devons proposer des opportunités d'élargir leur horizon professionnel par des courts séjours à l'étranger ; celui, enfin, des formations que nous développons et de la recherche que nous menons, appelées de plus en plus à dépasser nos frontières dans un monde qui se rétrécit.

Notre université a des atouts très forts en matière d'internationalisation. Qu'il s'agisse de formation ou de recherche, notre activité à l'international est foisonnante. Nous permettons à des centaines d'étudiant.es par an de bénéficier d'une période de mobilité ou alors d'une internationalisation des formations à domicile via le Parcours International MINERVE. Nous portons des dizaines de diplômes internationaux. Nous sommes impliqués dans de très nombreux projets, en Europe et au-delà. Et nous avons la chance de compter de très nombreux collègues très impliqués et un service des relations internationales dédié à les accompagner dans la gestion de l'existant et dans l'instruction de nouveaux projets. Mais nous manquons d'une véritable politique ou stratégie collective, discutée et décidée d'un commun accord et portée par l'établissement tout entier. Cette stratégie est le gage que le travail déployé pour l'internationalisation de notre établissement concerne l'ensemble de la communauté. Un débat qui a eu lieu en CORI (Conseil d'Orientation des Relations Internationales) au mois de novembre 2016, dont ce document est le fruit, a été le premier jalon dans une approche nouvelle : celle d'une discussion et d'un vote annuel en Conseil d'Administration sur les priorités de notre établissement en matières de stratégies européennes et internationales.

Pourquoi est-ce une nécessité ? Il s'agit de nous doter d'un outil qui nous aide à piloter nos activités, dans l'intérêt de nos étudiant.es, de nos enseignant.es-chercheur.es et de nos agent.es.

Pourquoi établir des priorités ? Avoir des priorités ne suppose pas de délaisser certaines activités. Afficher des priorités claires, c'est un appel à un investissement plus large et collectif dans cette marche ensemble. Prioriser, c'est aussi se doter d'un outil de bonne gestion des ressources. Avoir des cibles partagées, c'est permettre la compréhension des arbitrages que le SRI est amené à faire.

L'établissement de priorités doit être vu à travers un double prisme : d'une part celui de la place de notre université dans un écosystème universitaire lyonnais en mutation et donc des priorités des autres établissements du site ; d'autre part celui de sa position vis-à-vis de ses

partenaires institutionnels locaux (Métropole, Région) et nationaux (Agence Erasmus+, MAEDI). Ce travail de réseau est bien entamé, et vient nourrir ce document.

Le travail dont il est rendu compte ici est le produit du débat organisé en CORI, des discussions avec les porteurs de projet et des responsables RI dans les composantes et du travail de concertation entrepris avec tous les acteurs institutionnels (Métropole, Région, UdL, partenaires de la COMUE, Campus France, la CORIE¹, Agence Erasmus+, UFA et plusieurs ambassades), que nous avons rencontrés et avec qui nous avons échangé depuis plusieurs mois. Il est présenté en Conseil d'Administration car la politique internationale de Lyon 2 ne doit pas être le fruit du travail d'un seul service et d'une seule Vice-Présidence, mais doit être portée par nous tou.tes.

Priorités géographiques, thématiques, typologiques ?

Il semble possible de réfléchir sur trois axes qui peuvent s'articuler. D'abord une entrée géographique – on peut en effet dégager des zones, des pays, où l'on souhaite particulièrement consolider et/ou encourager des accords. Ensuite, on peut considérer qu'il vaut mieux fonctionner par thématiques, par disciplines, par grands domaines de recherche. Enfin, on peut raisonner en types d'échanges : petits échanges avec mobilités ? Gros programmes alliant formation et recherche ? Internationalisation à domicile ou à l'étranger ? Ces trois axes doivent être envisagés de concert.

1. Priorités géographiques

Il faut ici nécessairement tenir compte des décisions prises par nos partenaires institutionnels (Ville, Région, UdL), afin de ne pas créer des doublons et de travailler plus efficacement, à la fois en nous différenciant lorsque cela est utile, et en mutualisant nos efforts dans les cas où cela paraît souhaitable.

En 2017, la proposition est faite de cibler tout particulièrement les pays et/ou zones suivants :

La Colombie. L'année 2017 est l'année croisée France/Colombie, avec des centaines d'activités culturelles, artistiques, éducatives et universitaires. Qui plus est, il s'agit d'une destination où nous avons déjà une implication assez forte en formation et en recherche, qui ne demande qu'à être étendue. Enfin, un élément conjoncturel fort : le chargé de coopération universitaire à l'ambassade est un collègue de Lyon 2.

Les Balkans de l'Ouest. [Macédoine, Serbie, Monténégro, Bosnie, etc.]. Des pays plus « difficiles » que l'Italie ou l'Allemagne, mais plusieurs facteurs concourent pour en faire une zone privilégiée. En premier lieu, des partenariats sont déjà noués avec cette région : Lyon 2 a déjà une forte implication, par le biais de deux projets européens distincts, en Serbie et en Monténégro. Ensuite, parce qu'il s'agit d'une zone, tout comme les Balkans de l'Est et du Sud

¹ Commission des Relations Internationales et Européenne de la CPU

d'ailleurs (Roumanie, Bulgarie, Grèce), qui sera très fortement soutenue par les fonds européens. Troisièmement, parce que la francophonie culturelle y est encore vivace, ce qui plaide pour que nous y jouions un rôle. Enfin, parce que plusieurs collègues dans différentes composantes proposent des projets en Albanie, Kosovo, Macédonie, et Bosnie, et il faut accompagner ce mouvement.

La Russie. Décembre 2016 verra la signature, entre Lyon 2 et le Centre Culturel et Scientifique de la Russie et avec la Chambre Economique Franco-Russe, d'un partenariat, incluant notamment la mise à disposition de locaux à la MILC pour les activités que ces deux organismes entreprendront en lien avec notre établissement, et avec nos partenaires sur le site. Forte d'une augmentation importante du nombre d'étudiant.es de Lyon 2 qui étudient le russe, forte également des premières coopérations avec les universités de Rostov-sur-le-Don, Volgograd et Tomsk, notre université cherchera dans les mois à venir à concrétiser un nombre important d'accords qui sont déjà évoqués ou au premier stade de la négociation, que ce soit en Russie (Université Linguistique de Moscou, Université d'Etat d'Omsk et d'Irkoutsk) ou dans certains pays de l'ex-URSS (des discussions ont eu lieu avec les universités d'état de Tbilissi et de Bakou). En effet, si la Russie est importante en raison de la vitalité de son système universitaire, elle l'est également comme porte d'entrée vers une région où nous n'avons que peu de contacts, mais où la question de la francophonie universitaire est très importante. La francophonie sera évoquée dans la section suivante.

Ces ciblage ne veulent pas dire pour autant que les autres domaines seront oubliés. Des missions ont d'ores et déjà été effectuées ces derniers mois par l'équipe présidentielle en Costa Rica, au Japon, au Canada, en Equateur, en Italie, et le seront bientôt en Jordanie, en Tunisie, en Iran, en Suède et aux Etats Unis, à l'appel ou à l'invitation de nos partenaires actuels ou futurs. Il ne s'agit donc pas de tourner le dos à l'existant.

2. Thématiques

La Francophonie – alors que de nombreuses universités se lancent dans une course vers l'anglophonie dans l'enseignement supérieur, Lyon 2 privilégiera des actions, en 2017 et au-delà, qui mettent la francophonie en avant, que ce soit par le biais du soutien à l'enseignement DU français ailleurs ou par le biais d'accords privilégiant l'enseignement EN français. Des actions ont déjà été initiées dans ce sens comme l'accord en voie de négociation avec l'Universidad Catolica de El Salvador, qui a récemment créé un département de français et qui représente une possibilité intéressante pour nos étudiant.es de Français Langue Etrangère, ou alors le programme PITES en droit, avec la Faculté de Droit et Science Politique. Nous appuierons fermement des initiatives en pays francophones (Afrique de l'Ouest) ou ayant une forte tradition de francophonie d'élite qu'il convient de soutenir et de rendre précisément moins élitiste. C'est ici que la thématique rejoint la géographique : les Balkans et la Russie comme certains des pays de l'ex-URSS s'inscrivent dans cette dernière catégorie.

Une telle concentration sur la francophonie n'est en rien incompatible avec une ouverture encore plus grande vers les pays anglophones, et notamment les Etats Unis, où nous possédons déjà un réseau d'établissements partenaires très fort. Mais la priorité ira, sans concession, vers

des partenariats nord-américains tournés vers la France, pour des raisons linguistiques et culturelles. Un exemple en est notre accord avec le département de français de l'Université de Pittsburgh, et nous serons attentifs à ce que cet élément ressorte dans toutes nos négociations avec nos partenaires à dominante anglophone. Cette politique affichée n'est pas non plus incompatible avec une offre de cours plus grande, à Lyon 2, en anglais, qui participe également d'un effort d'internationalisation à domicile, dont il sera question plus loin.

Les langues moins enseignées – un regard particulièrement attentif sera porté sur des accords qui viennent soutenir des langues moins enseignées qui sont portées par Lyon 2 (portugais, russe, turc, avec le récent recrutement d'un lecteur d'ambassade, suédois, catalan etc.) et/ou qui impliquent une obligation pour les étudiant.es d'apprendre la langue du pays (au Japon, tous nos partenaires offrent le japonais en intensif)

Disciplines/composantes – 2017 verra un effort particulier en direction de l'internationalisation de l'IUT. Actuellement assez absent de nos réseaux et de nos réflexions, en partie en raison de la structure de son offre de formation, l'IUT entreprend un travail déterminé pour proposer des options de mobilité internationale à ses étudiant.es. Les spécificités de l'offre de formation et du poids de la professionnalisation par le biais de l'apprentissage en alternance, font que les pratiques des autres composantes ne sont pas directement transférables à l'IUT. Ce n'est pas pour autant que l'Institut, qui joue un rôle fondamental pour notre établissement, se trouve aux marges de notre politique internationale. Ainsi y aura-t-il une focalisation particulière sur ses enjeux spécifiques.

3. Internationalisation à domicile

Outre le programme MINERVE, qui continuera à bénéficier d'un soutien fort de l'Université, en ce qu'il représente une vraie particularité de l'établissement et une occasion unique pour nos étudiant.es soit de préparer une mobilité dans d'excellentes conditions, soit de bénéficier d'une internationalisation de leur parcours tout en restant en France, nous poursuivrons nos efforts pour accroître le nombre de cours donnés dans nos maquettes en langue étrangère, prioritairement mais non pas exclusivement en anglais, et pour développer la mobilité entrante, source de richesse pour « nos » étudiant.es. Par exemple, nous œuvrons pour établir des liens plus forts entre les cours-maquette et les cours « hors maquette », tels que ceux proposés dans certains programmes du CIEF.

4. Typologie

Outre les priorités fixées dans les paragraphes précédents, il convient aussi de savoir quel type d'accord doit avoir notre préférence. Il importe certes de ne pas tomber de manière irréfléchie dans une gestion des accords qui ne répondrait qu'à des critères numériques : s'il est un domaine de notre activité universitaire où les retombées ne sont pas immédiatement perceptibles, c'est bien la question des relations internationales. Les accords se construisent patiemment, grâce à la volonté et la détermination des collègues qui les font vivre, et nous avons aussi le droit à l'échec : chaque mission n'aboutit pas à la signature d'un accord, chaque accord n'est pas aussi « populaire » d'une année sur l'autre. Mais par la même occasion, il ne faut pas

perdre de vue que chaque accord, qu'il s'adresse à un.e étudiant.e ou à dix, qu'il mène ou non à un double diplôme, qu'il implique ou non une part de mobilité enseignante, nécessite un temps de travail incompressible pour le service chargé de monter, suivre et exécuter les dossiers, et que par conséquent, il importe de savoir prioriser nos activités et, le cas échéant, d'arbitrer contre la création d'un nouvel accord. Ainsi, en complément des indications géographiques et thématiques, nous proposons d'établir pour 2017 la priorisation suivante :

- Les projets impliquant un financement extérieur, permettant d'assurer leur gestion et leur suivi, et venant par là même renforcer le service des relations internationales, dans un cercle vertueux. A l'intérieur de cette catégorie, nous privilégierons les accords impliquant une mobilité étudiante, sans pour autant exclure ceux qui impliquent exclusivement une mobilité des collègues dans une optique de « renforcement des capacités », par exemple.
- Les accords menant à une forme de diplomation partagée ou conjointe.
- Les accords multilatéraux, en étoile, autour d'une thématique commune. On pense aux exemples comme CREOLE, ou HISTARMED, comme bien d'autres que nous portons déjà.
- Les accords de mobilité « simples » avec un seul partenaire, à prioriser en fonction du partenaire et de l'inscription de l'accord dans les stratégies de l'établissement ou de la composante porteuse.

Trois points doivent être soulignés, en guise de conclusion :

1. La conséquence logique de la priorisation de certains accords est l'abandon d'autres accords. Nous ne devons pas craindre de laisser disparaître des accords qui ont vécu, qui n'attirent plus les étudiant.es, qui n'offrent aucune perspective d'avenir, et ce, quel que soit l'histoire de l'accord en question. Le Service des Relations Internationales portera une attention toute particulière aux renouvellements d'accords.
2. Ce document transcrit la stratégie de l'établissement. Celle-ci s'inscrit, nous l'avons vu, dans un écosystème universitaire local. De la même manière, il est parfaitement légitime, et souhaitable, que les composantes de notre université dégagent des stratégies et des priorités propres, en fonction de leurs formations et besoins. Le Service des Relations Internationales, dès lors qu'il aura connaissance de ces spécificités, les intégrera dans sa stratégie globale et engagera ses ressources en conséquence.
3. Certains éléments indiqués ici ont vocation à devenir des axes forts de notre internationalisation pour la durée de la mandature, et d'autres doivent être vus comme plus conjoncturels, ou comme des formes d'incubation de projets. C'est pourquoi la stratégie internationale de Lyon 2 fera l'objet tous les ans d'une révision et d'une présentation au Conseil d'administration.